

Groupe de travail sur le développement du système de Lisbonne

Cinquième session
Genève, 24 – 26 janvier 2023

RÉSUMÉ PRÉSENTÉ PAR LE PRÉSIDENT

adopté par le groupe de travail

1. Le Groupe de travail sur le développement du système de Lisbonne (ci-après dénommé "groupe de travail") s'est réuni à Genève du 24 au 26 janvier 2023.
2. Les parties contractantes ci-après de l'Union de Lisbonne étaient représentées à la session : Albanie, Algérie, Bulgarie, Cambodge, France, Géorgie, Ghana, Hongrie, Iran (République islamique d'), Israël, Italie, Mexique, Nicaragua, Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)¹, Pérou, Portugal, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Serbie, Slovaquie, Suisse, Togo, Tunisie, Union européenne (25).
3. Les États ci-après étaient représentés en qualité d'observateurs : Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Bélarus, Brésil, Cameroun, Colombie, Djibouti, Espagne, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, Gambie, Guatemala, Inde, Japon, Jordanie, Kirghizistan, Koweït, Lituanie, Madagascar, Mozambique, Namibie, Ouzbékistan, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Slovaquie, Suède, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Türkiye, Uruguay, Viet Nam, Zimbabwe (36).
4. Des représentants des organisations intergouvernementales ci-après ont participé à la session en qualité d'observateurs : Office international de la vigne et du vin (OIV), Organisation de la coopération islamique (OCI), Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) (3).

¹ L'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne entrera en vigueur à l'égard de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) le 15 mars 2023.

5. Des représentants des organisations internationales non gouvernementales (ONG) ci-après ont participé à la session en qualité d'observateurs : Association communautaire du droit des marques (ECTA), Association congolaise pour le développement agricole (ACDA), Association européenne des étudiants en droit (ELSA international), Association française des indications géographiques industrielles et artisanales (AFIGIA), Association internationale des juristes du droit de la vigne et du vin (AIDV), Association internationale pour la protection de la propriété intellectuelle (AIPPI), *Consortium for Common Food Names* (CCFN), Organisation pour un réseau international d'indications géographiques (oriGIn) (8).

6. La liste des participants figure dans le document LI/WG/DEV-SYS/5/INF/1².

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR : OUVERTURE DE LA SESSION

7. Mme Wang Binying, vice-directrice générale chargée du Secteur des marques et des dessins et modèles à l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), a ouvert la session et souhaité la bienvenue aux participants.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR : ÉLECTION D'UN PRÉSIDENT ET DE DEUX VICE-PRÉSIDENTS

8. M. Erik Thévenod-Mottet (Suisse) a été élu à l'unanimité président du groupe de travail et Mme Grace Issahaque (Ghana) et M. Lao Reasey (Cambodge) ont été élus à l'unanimité vice-présidente et vice-président.

9. Mme Alexandra Grazioli (OMPI) a assuré le secrétariat du groupe de travail.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR : ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

10. Le groupe de travail a adopté le projet d'ordre du jour (document LI/WG/DEV-SYS/5/1 Prov.2) sans modification.

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR : PROPOSITION DE MODIFICATION DE LA RÈGLE 5 DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION COMMUN À L'ARRANGEMENT DE LISBONNE CONCERNANT LA PROTECTION DES APPELLATIONS D'ORIGINE ET LEUR ENREGISTREMENT INTERNATIONAL ET À L'ACTE DE GENÈVE DE L'ARRANGEMENT DE LISBONNE SUR LES APPELLATIONS D'ORIGINE ET LES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE ET SES ÉTATS MEMBRES

11. Les délibérations ont eu lieu sur la base du document LI/WG/DEV-SYS/5/2.

12. Le président a pris note des positions exprimées par les délégations, y compris les délégations ayant le statut d'observateur.

13. Compte tenu des délibérations qui ont eu lieu au titre du point 4 de l'ordre du jour, le groupe de travail a recommandé à l'Assemblée de l'Union de Lisbonne l'adoption de la proposition de modification de la règle 5 du règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international et à l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques présentée par l'Union européenne et ses États membres, à savoir la suppression de la règle 5.4) du règlement d'exécution commun, avec comme date d'entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2023.

² La liste définitive des participants est disponible à l'adresse https://www.wipo.int/meetings/fr/details.jsp?meeting_id=75031.

14. À toutes fins utiles, l'annexe I du présent résumé présenté par le président contient les modifications apportées à la règle 5 du règlement d'exécution commun recommandées dans la décision figurant au paragraphe 13.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR : PROPOSITIONS DE CORRECTION DE LA VERSION ESPAGNOLE DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION COMMUN À L'ARRANGEMENT DE LISBONNE CONCERNANT LA PROTECTION DES APPELLATIONS D'ORIGINE ET LEUR ENREGISTREMENT INTERNATIONAL ET À L'ACTE DE GENÈVE DE L'ARRANGEMENT DE LISBONNE SUR LES APPELLATIONS D'ORIGINE ET LES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

15. Les délibérations ont eu lieu sur la base du document LI/WG/DEV-SYS/5/3.

16. Compte tenu des délibérations qui ont eu lieu au titre du point 5 de l'ordre du jour, le groupe de travail a recommandé à l'Assemblée de l'Union de Lisbonne l'adoption des propositions de correction de la version espagnole du règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international et à l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques.

17. À toutes fins utiles, l'annexe II du présent résumé présenté par le président contient les corrections apportées au règlement d'exécution commun recommandées dans la décision figurant au paragraphe 16.

18. Après avoir fait observer que la table ronde avait non seulement fourni une excellente occasion de partager des données d'expérience sur la mise en œuvre du système de Lisbonne à l'échelle nationale, mais qu'elle avait également stimulé les échanges entre les délégations sur les moyens de rationaliser et de simplifier davantage les procédures dans le cadre du système de Lisbonne, le groupe de travail a accueilli favorablement l'organisation de tables rondes similaires lors de ses futures sessions et a encouragé toutes les délégations à soumettre des thèmes de discussion pour la prochaine session.

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR : ADOPTION DU RÉSUMÉ PRÉSENTÉ PAR LE PRÉSIDENT

19. Le groupe de travail a approuvé le résumé présenté par le président figurant dans le présent document.

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR : CLÔTURE DE LA SESSION

20. Le président a prononcé la clôture de la session le 26 janvier 2023.

[Les annexes suivent]

Règlement d'exécution commun à l'Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international et à l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques

texte en vigueur le ~~1^{er} janvier 2023~~ 1^{er} octobre 2023

[...]

Chapitre II
Demande et enregistrement international

Règle 5
Conditions relatives à la demande

[...]

4) ~~[Demande régie par l'Acte de Genève — Signature ou intention d'utilisation] a) Dans la mesure où une partie contractante de l'Acte de Genève exige, pour qu'une appellation d'origine ou indication géographique enregistrée soit protégée, que la demande régie par l'Acte de Genève soit signée par une personne habilitée à revendiquer les droits conférés par cette protection, elle doit notifier cette exigence au Directeur général.~~

~~b) — Dans la mesure où une partie contractante exige, pour qu'une appellation d'origine ou indication géographique enregistrée soit protégée, que la demande régie par l'Acte de Genève soit accompagnée d'une déclaration d'intention d'utiliser l'appellation d'origine ou indication géographique enregistrée sur son territoire ou d'une déclaration d'intention d'exercer un contrôle sur l'utilisation par d'autres de l'appellation d'origine ou indication géographique enregistrée sur son territoire, elle doit notifier cette exigence au Directeur général.~~

~~c) — Toute demande régie par l'Acte de Genève qui n'est pas signée conformément au sous-alinéa a) ou qui n'est pas accompagnée d'une déclaration indiquée au sous-alinéa b) a pour effet, sous réserve de la règle 6, qu'il est renoncé à la protection à l'égard de la partie contractante exigeant cette signature ou cette déclaration et qui l'a notifié conformément au sous-alinéa a) ou b). [supprimé]~~

[...]

5) ~~[Demande régie par l'Acte de Genève – Protection non revendiquée sur certains éléments de l'appellation d'origine ou de l'indication géographique]~~

[...]

[L'annexe II suit]

Reglamento Común del Arreglo de Lisboa relativo a la Protección de las Denominaciones de Origen y su Registro Internacional y del Acta de Ginebra del Arreglo de Lisboa relativo a las Denominaciones de Origen y las Indicaciones Geográficas

en vigor el 1 de enero de 2023

[...]

Capítulo I
Disposiciones preliminares y generales

Regla 1
Definiciones

1) *[Expresiones abreviadas]* A los efectos del presente Reglamento, salvo indicación expresa en contrario:

[...]

vii) se entenderá por “comunicación” cualquier solicitud o cualquier petición, declaración, notificación, invitación o información relativa o que acompaña a una solicitud o un registro internacional dirigidos a una Administración competente, la Oficina Internacional o, en el caso del Artículo 5.3) del Acta de Ginebra, los beneficiarios o la persona física o jurídica mencionada en el Artículo 5.2)ii) de ~~la presente~~ [dicha](#) Acta;

[...]

Regla 3
Idiomas de trabajo

[...]

2) *[Comunicaciones posteriores a la solicitud]* Toda comunicación relativa a una solicitud o a un registro internacional deberá redactarse en español, francés o inglés, a elección de la Administración competente en cuestión o, en el caso del Artículo 5.3) del Acta de Ginebra, a elección de los beneficiarios o la persona física o jurídica mencionada en el Artículo 5.2)ii) de ~~la presente~~ [dicha](#) Acta. Las traducciones necesarias a los fines de esos procedimientos serán efectuadas por la Oficina Internacional.

[...]

Capítulo II
Solicitud y registro internacional

Regla 5
Condiciones relativas a la solicitud

1) *[Presentación]* La solicitud será presentada a la Oficina Internacional en el formulario oficial previsto a tal efecto y deberá estar firmada por la Administración competente que la presente o, en el caso del Artículo 5.3) del Acta de Ginebra, los beneficiarios o la persona física o jurídica mencionada en el Artículo 5.2)ii) de ~~la presente~~ [dicha](#) Acta.

- 2) *[Solicitud - Contenido obligatorio]* a) En la solicitud se indicará:
- i) la Parte Contratante de origen;
 - ii) la Administración competente que presenta la solicitud o, en el caso del Artículo 5.3) del Acta de Ginebra, los datos de contacto de los beneficiarios o de la persona física o jurídica mencionada en el Artículo 5.2)ii) de [dicha](#) ~~la presente~~ Acta;

[...]

- 5) *[Solicitud regida por el Acta de Ginebra – No reivindicación de la protección en relación con determinados elementos de la denominación de origen o la indicación geográfica]* En la solicitud regida por el Acta de Ginebra se indicará si, a leal saber del solicitante, en el registro, el acto legislativo o administrativo o la decisión judicial o administrativa, en virtud de los cuales se concede la protección a la denominación de origen o a la indicación geográfica en la Parte Contratante de origen, se especifica que no se concede la protección respecto de determinados elementos de la denominación de origen o de la indicación geográfica. Se indicarán dichos elementos en la solicitud en un idioma de trabajo y en el idioma [o los idiomas oficiales](#) de la Parte Contratante de origen [a los que se refiere el párrafo 2\)a\)iv\)](#), junto con ~~la traducción indicada en el párrafo 2)a)iv) o la~~ [toda](#) transcripción indicada en el párrafo 2)b).

[...]

Regla 6

Solicitudes irregulares

- 1) *[Examen de la solicitud y subsanación de las irregularidades]* a) A reserva de lo dispuesto en el párrafo 2), si la Oficina Internacional estima que la solicitud no cumple los requisitos establecidos en la Regla 3.1) o en la Regla 5, diferirá el registro e invitará a la Administración competente o, en el caso del Artículo 5.3) del Acta de Ginebra, a los beneficiarios o a la persona física o jurídica mencionada en el Artículo 5.2)ii) de ~~la presente~~ [dicha](#) Acta, a subsanar la irregularidad observada, en un plazo de tres meses contados a partir de la fecha en que se envió la invitación.

[...]

- c) Si la Oficina Internacional no recibe la subsanación de la irregularidad en el plazo de tres meses mencionado en el apartado a), rechazará la solicitud, a reserva de lo dispuesto en el apartado d), e informará de ello a la Administración competente o, en el caso del Artículo 5.3) del Acta de Ginebra a los beneficiarios o la persona física o jurídica mencionada en el Artículo 5.2)ii) de ~~la presente~~ [dicha](#) Acta, así como a la Administración competente.

[...]

- 2) *[Solicitud no considerada como tal]* Si la solicitud no ha sido presentada por la Administración competente de la Parte Contratante de origen o, en el caso del Artículo 5.3) del Acta de Ginebra, por los beneficiarios o la persona física o jurídica mencionada en el Artículo 5.2)ii) de ~~la presente~~ [dicha](#) Acta, no será considerada como tal por la Oficina Internacional y se devolverá a quien la haya enviado.

Regla 7

Inscripción en el Registro Internacional

[...]

3) *[Certificado y notificación]* La Oficina Internacional:

i) remitirá un certificado de registro internacional a la Administración competente de la Parte Contratante de origen o, en el caso del Artículo 5.3) del Acta de Ginebra, a los beneficiarios o a la persona física o jurídica mencionada en el Artículo 5.2)ii) de ~~la presente~~ [dicha](#) Acta que haya solicitado el registro; y

[...]

Regla 8

Tasas

[...]

2) *[Determinación de la cuantía de la tasa individual para las solicitudes regidas por el Acta de Ginebra]*

[...]

d) Cuando, durante más de tres meses consecutivos, el tipo de cambio oficial de las Naciones Unidas entre la moneda suiza y la moneda en que una Parte Contratante haya indicado la cuantía de una tasa individual sea inferior en un 10 por ciento, como mínimo, al último tipo de cambio aplicado para fijar la cuantía de la tasa en moneda suiza, el Director General fijará una nueva cuantía ~~del complemento de~~ [la](#) tasa en moneda suiza, tomando como base el tipo de cambio oficial de las Naciones Unidas que esté en vigor. La nueva cuantía será aplicable a partir de la fecha que determine el Director General, en el entendimiento de que esa fecha será posterior en uno o dos meses a la fecha de la publicación de dicha cuantía en el sitio web de la Organización.

[...]

Capítulo III

Denegación y otras acciones respecto del registro internacional

Regla 9

Denegación

[...]

3) *[Inscripción en el Registro Internacional y notificaciones por parte de la Oficina Internacional]* A reserva de lo dispuesto en la Regla 10.1), la Oficina Internacional inscribirá toda denegación en el Registro Internacional, con una indicación de la fecha en la que la notificación de denegación le haya sido remitida, y enviará una copia de la notificación de denegación a la Administración competente de la Parte Contratante de origen o, en el caso del Artículo 5.3) del Acta de Ginebra, a los beneficiarios o a la persona física o jurídica mencionada en el Artículo 5.2)ii) de ~~la presente~~ [dicha](#) Acta, así como a la Administración competente de la Parte Contratante de origen.

Regla 10

Notificación de denegación irregular

1) *[Notificación de denegación no considerada como tal]*

[...]

b) Cuando se aplique el apartado a), la Oficina Internacional informará a la Administración competente que haya enviado la notificación de denegación que la denegación no es considerada como tal por la Oficina Internacional y que no ha sido inscrita en el Registro Internacional, indicará los motivos de ello y, salvo que no pueda identificar el registro internacional correspondiente, transmitirá una copia de la notificación de denegación a la Administración competente de la Parte Contratante de origen o, en el caso del Artículo 5.3) del Acta de Ginebra, a los beneficiarios o a la persona física o jurídica mencionada en el Artículo 5.2)ii) de ~~la presente~~ [dicha](#) Acta, así como a la Administración competente de la Parte Contratante de origen.

2) *[Notificación irregular]* Si la notificación de denegación contiene una irregularidad distinta de las mencionadas en el párrafo 1), la Oficina Internacional inscribirá no obstante la denegación en el Registro Internacional y enviará una copia de la notificación de denegación a la Administración competente de la Parte Contratante de origen o, en el caso del Artículo 5.3) del Acta de Ginebra, a los beneficiarios o a la persona física o jurídica mencionada en el Artículo 5.2)ii) de ~~la presente~~ [dicha](#) Acta, así como a la Administración competente de la Parte Contratante de origen. A petición de dicha Administración competente o, en el caso del Artículo 5.3) del Acta de Ginebra, de los beneficiarios o de la persona física o jurídica mencionada en el Artículo 5.2)ii) de ~~la presente~~ [dicha](#) Acta, la Oficina Internacional invitará a la Administración competente que haya enviado la notificación de denegación a regularizar rápidamente su notificación.

Regla 11

Retirada de una denegación

[...]

3) *[Inscripción en el Registro Internacional y notificaciones por parte de la Oficina Internacional]* La Oficina Internacional inscribirá en el Registro Internacional toda retirada efectuada de conformidad con el párrafo 1) y enviará una copia de la notificación de retirada a la Administración competente de la Parte Contratante de origen o, en el caso del Artículo 5.3), a los beneficiarios o a la persona física o jurídica mencionada en el Artículo 5.2)ii) de ~~la presente~~ [dicha](#) Acta, así como a la Administración competente de la Parte Contratante [de origen](#).

Regla 12

Concesión de la protección

[...]

3) *[Inscripción en el Registro Internacional y notificaciones por parte de la Oficina Internacional]* La Oficina Internacional inscribirá en el Registro Internacional las declaraciones de concesión de la protección mencionadas en los párrafos 1) o 2) y enviará una copia de esas declaraciones a la Administración competente de la Parte Contratante de origen o, en el caso del Artículo 5.3) del Acta de Ginebra, a los beneficiarios o a la persona física o jurídica

mencionada en el Artículo 5.2)ii) de ~~la presente~~ dicha Acta, así como a la Administración competente de la Parte Contratante de origen.

Regla 13

Invalidación de los efectos de un registro internacional en una Parte Contratante

[...]

2) *[Inscripción en el Registro Internacional y notificaciones por parte de la Oficina Internacional]* La Oficina Internacional inscribirá la invalidación en el Registro Internacional, junto con los datos mencionados en los incisos i) a v) del párrafo 1) y enviará una copia de la notificación a la Administración competente de la Parte Contratante de origen o, en el caso del Artículo 5.3) del Acta de Ginebra, a los beneficiarios o a la persona física o jurídica mencionada en el Artículo 5.2)ii) de ~~la presente~~ dicha Acta, así como a la Administración competente de la Parte Contratante de origen.

Regla 14

Período transitorio concedido a terceros

[...]

3) *[Inscripción en el Registro Internacional y notificaciones por parte de la Oficina Internacional]* A reserva de que la notificación mencionada en el párrafo 1) sea remitida por la Administración competente a la Oficina Internacional antes de la fecha mencionada en el párrafo 1)iv), la Oficina Internacional inscribirá dicha notificación en el Registro Internacional, junto con los datos que en ella figuren, y enviará una copia de la notificación a la Administración competente de la Parte Contratante de origen o, en el caso del Artículo 5.3) del Acta de Ginebra, a los beneficiarios o a la persona física o jurídica mencionada en el Artículo 5.2)ii) de ~~la presente~~ dicha Acta, así como a la Administración competente de la Parte Contratante de origen.

Regla 15

Modificaciones

[...]

2) *[Procedimiento]* a) Toda solicitud de inscripción de una modificación mencionada en el párrafo 1) será firmada por la Administración competente de la Parte Contratante de origen y presentada por esta a la Oficina Internacional o, en el caso del Artículo 5.3) del Acta de Ginebra, por los beneficiarios o la persona física o jurídica mencionada en el Artículo 5.2)ii) de ~~la presente~~ dicha Acta, y deberá ir acompañada de la tasa establecida en la Regla 8.

[...]

Regla 16

Renuncia a la protección

1) *[Notificación a la Oficina Internacional]* La Administración competente de la Parte Contratante de origen o, en el caso del Artículo 5.3) del Acta de Ginebra los beneficiarios o la persona física o jurídica mencionada en el Artículo 5.2)ii) de ~~la presente~~ dicha Acta o la Administración competente de la Parte Contratante de origen podrán notificar en todo momento

a la Oficina Internacional que renuncian total o parcialmente a la protección de la denominación de origen, o la indicación geográfica, en una o algunas de las Partes Contratantes pero no en todas. En la notificación de una renuncia a la protección, que estará firmada por la Administración competente o, en el caso del Artículo 5.3) del Acta de Ginebra, los beneficiarios o la persona física o jurídica mencionada en el Artículo 5.2)ii) de ~~la presente dicha~~ Acta, deberá indicarse el número del registro internacional correspondiente, de preferencia acompañado de otras indicaciones que permitan confirmar la identidad del registro internacional, como el nombre que constituye la denominación de origen, o la indicación que constituye la indicación geográfica.

2) *[Retirada de una renuncia]* a) Toda renuncia, incluida la renuncia en virtud de la Regla 6.1)d), puede ser retirada, total o parcialmente, en todo momento por la Administración competente de la Parte Contratante de origen o, en el caso del Artículo 5.3) del Acta de Ginebra, por los beneficiarios o la persona física o jurídica mencionada en el Artículo 5.2)ii) de ~~la presente dicha~~ Acta o por la Administración competente de la Parte Contratante de origen, con sujeción a la subsanación de la irregularidad, en el caso de una renuncia en virtud de la Regla 6.1)d).

b) a reserva de lo dispuesto en el ~~Artículo 6.5)b) apartado b) del párrafo 5) de la Regla 6~~ del Acta de Ginebra, cada Parte Contratante en que tenga efecto la renuncia, una denominación de origen o indicación geográfica registrada estará protegida a partir de la fecha en que:

- i) la Oficina Internacional reciba la retirada de la renuncia en el caso de la renuncia mencionada en el párrafo 1); y
- ii) la Oficina Internacional reciba la subsanación de la irregularidad en el caso de la renuncia mencionada en la Regla 6.1)d).

3) *[Inscripción en el Registro Internacional y notificación a las Administraciones competentes]* La Oficina Internacional inscribirá en el Registro Internacional toda renuncia a la protección mencionada en el párrafo 1), o toda retirada de una renuncia ~~mencionado~~ mencionada en el párrafo 2), confirmará la inscripción a la Administración competente de la Parte Contratante de origen y, en el caso del Artículo 5.3) del Acta de Ginebra, a los beneficiarios o a la persona física o jurídica, informando al mismo tiempo a la Administración competente de la Parte Contratante de origen, y notificará la inscripción de esa modificación en el Registro Internacional a la Administración competente de cada Parte Contratante con la que guarde relación la renuncia o la retirada de la renuncia.

4) *[Aplicación de las Reglas 9 a 12]* La Administración competente de una Parte Contratante ~~de origen~~ que reciba una notificación de retirada de una renuncia podrá notificar a la Oficina Internacional la denegación de los efectos de la protección del registro internacional en su territorio. Esa declaración deberá ser presentada a la Oficina Internacional por dicha Administración competente, en el plazo de un año contado a partir de la fecha de recepción de la notificación por la Oficina Internacional de la retirada de la renuncia. Las Reglas 9 a 12 se aplicarán *mutatis mutandis*.

Regla 17

Cancelación del registro internacional

1) *[Solicitud de cancelación]* La Administración competente de la Parte Contratante de origen o, en el caso del Artículo 5.3) del Acta de Ginebra, los beneficiarios o la persona física o jurídica mencionada en el Artículo 5.2)ii) de ~~la presente dicha~~ Acta o la Administración competente de la Parte Contratante de origen, pueden solicitar en cualquier momento a la Oficina Internacional que cancele el registro internacional de que se trate. En la solicitud de cancelación, que estará firmada por la Administración competente o, en el caso del Artículo 5.3) del Acta de Ginebra, los beneficiarios o la persona física o jurídica mencionada en el

Artículo 5.2)ii) de ~~la presente~~ [dicha](#) Acta, deberá indicarse el número del registro internacional correspondiente, de preferencia acompañado de otras indicaciones que permitan confirmar la identidad del registro internacional, como el nombre que constituye la denominación de origen o la indicación que constituye la indicación geográfica.

2) *[Inscripción en el Registro Internacional y notificación a las Administraciones competentes]* La Oficina Internacional inscribirá la cancelación en el Registro Internacional, junto con los datos que figuren en la solicitud, confirmará la inscripción a la Administración competente de la Parte Contratante de origen o, en el caso del Artículo 5.3) del Acta de Ginebra, a los beneficiarios o a la persona física o jurídica mencionada en el Artículo 5.2)ii) de ~~la presente~~ [dicha](#) Acta, informando al mismo tiempo a la Administración competente de la Parte Contratante de origen, y comunicará la cancelación a la Administración competente de las otras Partes Contratantes.

Regla 18

Correcciones en el Registro Internacional

[...]

2) *[Variante opcional para los registros internacionales en virtud del Acta de Ginebra]* En el caso del Artículo 5.3) del Acta de Ginebra, una petición en virtud del párrafo 1) podrá asimismo ser presentada por los beneficiarios o por la persona física o jurídica mencionada en el Artículo 5.2)ii) de ~~la presente~~ [dicha](#) Acta. La Oficina Internacional comunicará a los beneficiarios o a la persona física o jurídica toda corrección relativa al registro internacional.

3) *[Notificación de la corrección a las Administraciones competentes]* La Oficina Internacional notificará toda corrección del Registro Internacional a la Administraciones competentes de todas las Partes Contratantes, así como, en el caso del Artículo 5.3) del Acta de Ginebra a los beneficiarios o la persona física o jurídica mencionada en el Artículo 5.2)ii) de ~~la presente~~ [dicha](#) Acta.

[...]

[Fin de l'annexe II et du document]